

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS 07 décembre 2020 - Uzerche

Afférents au C.C : 25

En exercice : 25

Présents ou remplacés par un suppléant : 18

Votants : 20

L'an deux mil vingt, le 07 décembre à 17h30, par arrêté du 26 novembre 2020, le Conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche s'est réuni à Uzerche, sous la présidence de Madame Catherine CHAMBRAS.

Étaient présents : M. Christian BELLEVILLE, Mme Delphine BOUDET, M. Serge BOURBOULOUX, Mme Corinne BOUYASSE, M. Jean-Jacques CAFFY, Mme Catherine CHAMBRAS, Mme Odette CIBLAC, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Michel LAUTRETTE ; Mme Miléna LOUBRIAT, M. Christian MANEUF ; Mme Janine POUJOL ; Mme Nathalie RAUFLET,

Mme Anne-Marie CESSAC, Mme Danielle DUMOND, M. Paul FREYSSINET, M. Claude PEGOURDIE, Mme Véronique SAUBIO

Absents excusés : Mme Chrystèle FOURNIÉ, Mme Marjolaine GODET, Mme Christine LAPORTE ; Mme Audrey ROCHER-VANDAELE, M. Alain TRASSOUDANE

Mme Isabelle LAMBERT ayant donné pouvoir à Mme Janine POUJOL

M. Benjamin LAPORTE ayant donné pouvoir à Mme Catherine CHAMBRAS

Secrétaire de séance : Mme Marie FOURNY

CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE (CIAS) – MEMBRES REPRESENTANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE

Par délibération 2020.08.06 du 25 août 2020, le conseil communautaire avait procédé à l'élection des membres qui représenteront la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche (CIAS). Suite à une erreur de transcription sur la délibération, la liste des conseillers communautaires formant le 1^{er} collège est erronée. Dès lors, Monsieur Jean-Claude CHAUFFOUR figurant à tort sur ladite liste a adressé une lettre de démission à Madame la Présidente. Le conseil communautaire a donc procédé à une nouvelle élection puisqu'un poste est devenu vacant.

Monsieur Christian MANEUF ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé élu comme représentant de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au CIAS du Pays d'Uzerche.

Le Conseil d'administration :

PREND ACTE de cette nouvelle installation,

DIT que les conseillers communautaires suivants sont membres du premier collège pour siéger au conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche : Mme Odette CIBLAC, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Christian BELLEVILLE, M. Michel LAUTRETTE, Mme Janine POUJOL, M. Jean-Jacques CAFFY, Mme Miléna LOUBRIAT, Mme Delphine BOUDET, M. Christian MANEUF, M. Serge BOURBOULOUX, Mme Nathalie RAUFLET, Mme Corinne BOUYASSE.

SCAPAH : bilan des services proposés en 2020 et feuille de route 2021

Madame Corinne BOUYASSE, Vice-Présidente, rappelle que dans le cadre du Service de Coordination pour l'Autonomie des Personnes Agées et Handicapées, différents services sont mis en place sur le territoire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche, dont :

- Le point accueil information
- Le service de Coordination, de veille et d'alerte
- Le service d'aide administrative
- Les ateliers de prévention du vieillissement
- Le service mandataire d'aide à domicile
- Le service d'aide à l'habitat
- Le service d'aide à l'installation de la téléassistance
- Le service de portage de médicaments à domicile
- Le service de transport à la carte par taxi
- Le point d'accompagnement informatique
- Le service Voisineurs
- Le service soutien veuvage
- l'Aide aux aidants animé par Ehpad de Lubersac en collaboration ICA Lubersac

Après s'être vu présenter un bilan des services pour l'exercice 2020, l'assemblée est invitée à se prononcer sur une feuille de route des ateliers de prévention pour l'année 2021.

Feuille de route prévention SCAPAH d'Uzerche 2021

Titre de l'action	Thématique(s) traitée(s)	Besoin(s) repéré(s)	Descriptif synthétique du projet	Objectif(s)	Public	Calendrier et lieu(x)	Partenariat (s)
Vélo cognitif	Entretien des capacités physiques et intellectuelles	Faire travailler les capacités intellectuelles et cognitives.	Travailler la mémoire en s'amusant tout en pédalant	* Maintenir une certaine activité intellectuelle et manuelle, afin de préserver leur niveau d'autonomie.	PA	à l'Ehpad Sur rendez-vous	Ehpad de Vigéois EHPAD d'Uzerche
Atelier toucher massage	améliorer le bien-être physique et mental	d'offrir un temps de détente aux aidants	maintenir, créer, développer une communication par le toucher/massage avec la	* Garder une ouverture sur la vie	PA	à l'Ehpad Sur rendez-vous	Ehpad de Vigéois

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

			personne massée,	pour ne pas avoir la sensation d'être inutile.			
réflexologie	améliorer le bien-être physique et mental	d'offrir un temps de détente aux aidants	procure une détente profonde et possède un aspect réparateur et préventif	* Favoriser l'estime de soi, et susciter l'envie de participer à des activités.	PA	à l'Ehpad Sur rendez-vous	Ehpad de Vigeois
Atelier mémoire	Pour exercer et entretenir votre mémoire	Faire travailler les capacités intellectuelles et cognitives.	se donner des repères pour faciliter la vie au quotidien	* Renforcer la confiance en ses capacités physiques et diminuer la gravité et l'appréhension de la chute.	PA	à l'Ehpad Sur rendez-vous	EHPAD d'Uzerche
Bal du mardi	Rompre l'isolement	rompre l'isolement, créer du lien social et contribuer au maintien de la santé	Revoir les amis, discuter, danser	* partager et transmettre son savoir	Inter génération Tous public	1 mardi par mois	Mis en place par la Tannerie Uzerchoise
Gymnastique adaptée	Entretien des capacités physiques et cognitives	Retarder le vieillissement par des activités physiques et cognitives.	Pratiquer de la gymnastique adaptée au public âgé et/ou handicapé	* rompre l'isolement	PA PH	Hebdomadaire Mis en place à l'année Au plus proche du lieu de vie Lieu = En salle	Profession sport Comité EPGV
Gymnastique adaptée et marche nordique	Entretien des capacités physiques et cognitives	Retarder le vieillissement par des activités physiques et cognitives.	Pratiquer de la gymnastique adaptée aux capacités du public âgé et/ou handicapé, Cumulé à de la marche avec des bâtons de marche nordique (travail du bas et du haut du corps)		PA PH	Hebdomadaire Mis en place à l'année Au plus proche du lieu de vie Lieu = En salle et en extérieur	Profession sport Comité EPGV
Atelier Numérique	Découvrir de nouveaux savoirs, communiquer avec sa famille à distance	Découverte du numérique	Cycle de 4 ateliers = découverte de l'outil, l'E-administration, les achats sur internet, se divertir rester en contact		PA	A définir par ASEPT	ASEPT
Santé vous bien au volant	Maintenir l'autonomie et la mobilité des seniors	Sensibiliser sur les incidences du vieillissement sur la conduite et favoriser la prise de conscience	3 séances de 2 heures sur les thèmes : * agir et réagir efficacement * gérer le stress * Le code de la route + mouvements de gym à la fin de chaque séance		PA	A définir par ASEPT	ASEPT

J. POUJOL demande s'il est possible d'avoir plus d'ateliers (type ateliers mémoire, équilibre...) sur le territoire.

C. BOUYSSSE : Il faut étudier la demande et voir le besoin sur l'ensemble du territoire : si certains créneaux ne sont pas utilisés, voir pour les basculer sur une autre commune par exemple.

Le Conseil d'administration, après délibération, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le bilan des services 2020,
- **SUPPRIME** les services jugés obsolètes : « aide à l'habitat », « aide à l'installation de la téléassistance » et « portage de médicaments à domicile »
- **VALIDE** la feuille de route pour l'année 2021, *Ainsi que le report éventuel des ateliers 2020, ayant dû être annulé en raison des confinements*
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir transmettre cette délibération au Conseil Départemental de la Corrèze

SERVICE DE COORDINATION POUR L'AUTONOMIE DES PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES - Les tarifs 2021

Madame Corinne BOUYSSSE, Vice-Présidente, précise que dans le cadre de l'Instance de Coordination, certaines aides sont attribuées aux personnes âgées et handicapées.

Madame Corinne BOUYSSSE, Vice-Présidente, rappelle que le conseil d'administration vient de décider de supprimer les services jugés obsolètes à savoir « aide à l'habitat », « aide à l'installation de la téléassistance » et « portage de médicaments à domicile ».

Madame Corinne BOUYSSSE, Vice-Présidente, propose au conseil d'administration de fixer les tarifs liés aux offres proposées par l'Instance. Ces tarifs seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2021.

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

Le conseil d'administration, après délibération, à l'unanimité :

- **DECIDE** de maintenir les services,
- **DECIDE** de créer un service permettant de répondre aux demandes de calcul des frais de licenciements pour les personnes n'utilisant pas le service mandataire
- **FIXE** les tarifs à compter du 1^{er} janvier 2021 comme suit :

Evolution des tarifs	2016	2017	2018	2019	2020	Proposition 2021
Frais d'adhésion au SCAPAH	10€	15€	15€	15€	20	Montant forfaitaire de 20 € par an non remboursable
Les missions socles obligatoires : - point Accueil primo-information, - Aide administrative simple, - Service coordination, veille et alerte - Point accompagnement informatique	0	0	0	0	0	Services gratuits <u>sans</u> frais d'adhésion au service
Demande de calcul des frais de licenciements pour les personnes n'utilisant pas le service mandataire					30 €	Montant forfaitaire ne nécessitant pas l'adhésion
Service Mandataire d'aide-ménagère	35€	48€	50€ ou 100€	50€ ou 100€	50€ ou 100€	Frais d'adhésion + montant forfaitaire de 50 € par an non remboursable (non bénéficiaire APA) Frais d'adhésion + montant forfaitaire de 100 € par an non remboursable (bénéficiaires APA)
Service de transport à la carte par taxi						Frais d'adhésion + prise en charge de 50% du trajet par taxis pour 2 déplacements maximum par mois sur le territoire de la Communauté de Communes.
Service Voisineurs						Basé sur le bénévolat
Soutien Veuvage						Gratuit
Aide aux aidants						Porté par l'Ehpad de Lubersac sur le canton d'Uzerche
Les ateliers d'animation et de prévention : * atelier « gymnastique adaptée »	40€	40€	40€	40€	40€	Frais d'adhésion + coût pour les participants (40€ pour les ateliers saison 2020-2021)

D.DUMONT souligne qu'en raison de la crise sanitaire, que se passera-t-il pour les coûts de participation payés ?

C.BOUYSSE : il faut voir si quelque chose peut être fait sur l'année globale d'inscription.

Après avoir entendu l'exposé de Madame Corinne BOUYASSE, Vice-Présidente, et après délibération, le conseil d'administration à l'unanimité :

- **VALIDE** les services et les tarifs associés pour l'année 2021,
- **RAPPELLE** que les tarifs pour les ateliers de gymnastique adaptée ont été votés en juillet 2020 pour l'année sportive 2020/2021 et que les tarifs 2021/2022 feront l'objet d'une délibération ultérieure,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer les différentes conventions de partenariat pour l'exercice des services,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer les avenants et tous les documents nécessaires à la bonne exécution des présentes convention et délibération,
- **DIT** que les recettes et les dépenses en résultant seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.

CREATION DE POSTES SUITE A AVANCEMENTS DE GRADES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 83/634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 84/53 du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaire relative à la fonction publique territoriale,

Vu le décret portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants ;

Vu le décret portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu le décret portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 80 relatif à l'avancement de grade ;

Vu l'avis de la Commission Administrative Paritaire en date du 02 juin 2020 ;

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifié, disposant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement si et seulement si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant le permettent.

Madame la Présidente informe le Conseil d'Administration que quatre agents peuvent prétendre à un avancement de grade selon le tableau suivant :

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

Grade actuel	Grade d'avancement
Educateur de jeunes enfants de 2 ^{ème} classe	Educateur de jeunes enfants de 1 ^{ère} classe
Educateur de jeunes enfants de 1 ^{ère} classe	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe

Madame la Présidente précise que la condition financière est remplie et qu'il appartient donc au Conseil d'Administration de se prononcer sur la création de ces postes.

Le Conseil d'Administration, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** la création à compter du 30 décembre 2020 :
 - d'un poste d'éducateur de jeunes enfants de 1^{ère} classe à temps complet
 - d'un poste d'éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle à temps complet
 - d'un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet
 - d'un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet
- **AUTORISE** Madame la Présidente, ou son représentant, à prendre l'arrêté de nomination et tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la délibération.
- **DEMANDE** à Madame la Présidente, ou son représentant, de solliciter le Comité Technique du Centre De Gestion de la Corrèze (CDG19) pour actualiser le tableau des effectifs.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité.

CREATION DE POSTES au 1^{er} février 2021

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 83/634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 84/53 du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaire relative à la fonction publique territoriale,

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifié, disposant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement si et seulement si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant le permettent.

Considérant les besoins croissants de certains services, afin de répondre correctement aux missions de service public ;

Considérant la nécessité de pérenniser certains emplois ;

Madame la Présidente propose au conseil de procéder aux recrutements de :

- 6 agents sociaux à temps complet à compter du 01 février 2021
- 2 agents sociaux principaux de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 01 février 2021
- 2 adjoints d'animation territoriaux principaux de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 01 février 2021
- 1 adjoint d'animation territorial à temps non complet ; à raison de 17h30 hebdomadaires à compter du 01 février 2021
- 1 adjoint d'animation territorial à temps non complet ; à raison de 21h00 hebdomadaires à compter du 01 février 2021
- 2 adjoints d'animation territorial à temps non complet ; à raison de 30h00 hebdomadaires à compter du 01 février 2021
- 1 adjoint d'animation territorial à temps complet à compter du 01 février 2021

Madame la Présidente précise que la condition financière est remplie et qu'il appartient donc au conseil communautaire de se prononcer sur la création de ces postes.

C.CHAMBRAS et C.BOUYSSE précisent que ces créations de postes sont le reflet de la réalité et des besoins. Elles constituent une reconnaissance et une valorisation à l'égard des agents.

Le conseil d'administration, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** la création de 6 postes d'agents sociaux à temps complet à compter du 01 février 2021
- **DECIDE** la création de 2 postes d'agents sociaux principaux de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 01 février 2021
- **DECIDE** la création de 2 postes d'adjoints d'animation territoriaux principaux de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 01 février 2021
- **DECIDE** la création de 1 poste d'adjoint d'animation territorial à temps non complet ; à raison de 17h30 hebdomadaires à compter du 01 février 2021
- **DECIDE** la création de 1 poste d'adjoint d'animation territorial à temps non complet ; à raison de 21h00 hebdomadaires à compter du 01 février 2021
- **DECIDE** la création de 2 postes d'adjoint d'animation territorial à temps non complet ; à raison de 30h00 hebdomadaires à compter du 01 février 2021
- **DECIDE** la création de 1 poste d'adjoint d'animation territoriaux à temps complet à compter du 01 février 2021
- **DONNE** tous pouvoirs à Madame la Présidente pour le recrutement de ces agents
- **AUTORISE** Madame la Présidente à prendre l'arrêté de nomination et tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la délibération.
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de saisir le Comité Technique pour la mise à jour du tableau des effectifs
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité

DELIBERATION DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1 ;

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ;
 Considérant que les besoins du service peuvent justifier le recrutement d'un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activité ;
 Considérant que les besoins du service peuvent justifier le recrutement d'un agent contractuel pour accroissement saisonnier d'activité :

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels non permanents en cas d'accroissement temporaire d'activité (article 3 1^{er} de la loi de 84),
- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels non permanents en cas d'accroissement saisonnier d'activité (article 3 2^{er} de la loi de 84),
- **DIT** que Madame la Présidente est chargée de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de la collectivité.

REVALORISATION DES FRAIS DE MISSION DES AGENTS

Vu le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Vu le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics :

1 **Indemnités kilométriques :**

Agent utilisant son véhicule personnel pour les besoins du service :

CATEGORIES (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 kms	De 2 001 à 10 000 kms	Au-delà de 10 000 kms
De 5 CV et moins	0.29 €	0.36 €	0.21 €
De 6 à 7 CV	0.37 €	0.46 €	0.27 €
De 8 CV et plus	0.41 €	0.50 €	0.29 €

Lorsque l'intérêt du service le justifie et que l'agent est autorisé à utiliser son véhicule personnel à des fins professionnelles, il est indemnisé, des frais de stationnement et de péage sur présentation des pièces justificatives.

2 **Indemnités de mission :**

INDEMNITES DE MISSION	MONTANT
Frais de repas	17.50 €
Frais d'hébergement (taux de base)	70,00 €
Frais d'hébergement (grandes villes)	90,00 €
Paris	110,00 €

Le montant forfaitaire des frais d'hébergement est fixé dans tous les cas (Province, Paris, Grandes villes) à 120.00 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Après avoir entendu l'exposé de Madame la Présidente, le Conseil d'administration, après délibération, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'appliquer les taux ci-dessus évoqués pour le remboursement des frais kilométriques et de mission pour les agents utilisant leur véhicule personnel pour les besoins du service ;
- **DIT** que ces tarifs seront applicables dès le 15 décembre 2020.

Cette délibération retire et remplace la délibération du 04 avril 2019

COMPTABILITE – CLE DE REPARTITION

Madame Corinne BOUYASSE, Vice-Présidente, informe le conseil de la demande des partenaires financiers et institutionnels. Afin de pouvoir contrôler la cohérence des budgets prévisionnels et des comptes de résultats transmis, les partenaires financiers souhaitent qu'une clé de répartition soit définie pour les dépenses dites « transversales ». Ces dépenses sont essentiellement les charges de gestion courante, ou de personnel intervenant sur divers services.

Madame Corinne BOUYASSE, Vice-Présidente, rappelle qu'une clé de répartition – venant en appui de la comptabilité analytique avait été mise en place, permettant ainsi d'avoir une vision par service.

Il est rappelé que le conseil d'administration, à l'unanimité, avait autorisé que les factures concernant le budget principal et le budget annexe Centre Intercommunal d'Action Sociale (téléphone, loyer... par exemple) soient mandatées sur le budget principal qui utilisera une comptabilité analytique et une refacturation, en application de la délibération « clé de répartition », périodiquement dans l'année. Aussi, il avait été décidé :

- Que les dépenses liées à plusieurs services (par exemple le loyer, l'abonnement téléphonique...) soient ventilées en fonction du nombre de services utilisateurs ; à titre d'exemple, toutes les dépenses de la Maison de l'enfance impacteront les services Multi accueil, Accueils de Loisirs Sans Hébergement d'Uzerche et le Relais d'Assistants Maternels (par exemple, pour l'emprunt lié à la Maison de l'Enfance)
- Que les dépenses liées aux sorties des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (frais d'entrée, transport...) soient ventilées en fonction du nombre d'enfants inscrits sur les structures pour ladite sortie ;

Madame Corinne BOUYASSE, Vice-Présidente, précise que dans un souci de bonne gestion administrative et comptable une mutualisation des moyens humains est mise en place et qu'afin de répartir la charge financière de la masse salariale et des frais annexes liés, il est également appliqué une clé de répartition.

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

Compte tenu des diverses réorganisations des services suite aux prises de compétences ou reprises de structures, il est proposé de modifier la clé de répartition à compter du 1^{er} janvier 2021.

Aussi, les dépenses liées aux agents « transversaux » seraient réparties ainsi :

- **Poste de direction de la Communauté de Communes**
 - 37 % Communauté de Communes et 63 % CIAS
- **Poste en charge de la Gestion des Ressources Humaines de la Communauté de Communes**
 - 9 % Communauté de Communes et 91 % CIAS
- **Poste en charge de la comptabilité et de la commande publique de la Communauté de Communes**
 - 25 % Communauté de Communes et 75 % CIAS
- **Poste de direction de l'Aménagement**
 - 90 % Communauté de Communes et 10 % CIAS

Après délibération, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la clé de répartition présentée ci-dessus ;
- **DIT** que cette clé de répartition est applicable dès le 1^{er} janvier 2021 et pourra être revue en cas de réorganisation des services et des compétences ;
- **DIT** que les dépenses liées aux budgets annexes seront refacturées au dit budget en fin d'année ;
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir transmettre cette décision aux partenaires financiers.

DECISION MODIFICATIVE N°1

Le comptable public a demandé l'application de la comptabilité des ICNE à partir de l'exercice 2020.

De plus, concernant le multi accueil, la Caisse d'Allocations Familiales nous a informé d'un indu se rapportant au calcul du droit à la prestation de service unique versée au titre de l'exercice 2018.

C'est pourquoi, Madame la Présidente propose au conseil d'administration de réaliser des ajustements budgétaires en fonctionnement.

FUNCTIONNEMENT

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la décision modificative indiquée ci-dessus

ENGAGEMENT DES CREDITS D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2021

Madame la Présidente rappelle que conformément à l'article L. 1612-1 du CGCT, l'exécutif de la collectivité peut, sur autorisation de l'organe

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
66112	Intérêts courus non échus	4 395,07 €			
617	Etudes et recherches	- 5 751,86 €			
678	Autres charges exceptionnelles	1 356,79 €			
	Total Dépenses Fonctionnement	0,00 €		Total Recettes Fonctionnement	0,00 €

délibérant, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1, c'est-à-dire non seulement les dépenses inscrites au budget primitif, mais également celles inscrites dans les décisions modificatives, déduction faite des crédits nécessaires au remboursement de la dette, des restes à réaliser et des reports.

Aussi, après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la Présidente à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget 2021 dans la limite des crédits et représentant 25% maximum des crédits ouverts au budget de l'exercice 2020, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Chapitre – Libellé nature	Crédits ouverts en 2020	Montant autorisé avant le vote du BP 2021
20 – Immobilisations incorporelles	3 524,50 €	881,12 €
21 – Immobilisations corporelles	8 317,21 €	2 079,30 €
23 – Immobilisations en cours	41 454,33 €	10 363,58 €
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT hors dette	53 296,04 €	13 324,00 €

CONTRACTUALISATION AVEC LE DEPARTEMENT 2018/2020 – Demande aide financière

Collectivité de proximité, le Département est le garant de l'aménagement et du développement équilibré des territoires. Depuis 2015, il a fait de l'aide aux collectivités une priorité pour aménager, équiper et développer la Corrèze tout en soutenant l'activité économique et l'emploi.

Sur la période 2018-2020, ces aides ont fait l'objet d'une contractualisation entre le Département et chaque collectivité.

Ainsi dans le Contrat de Cohésion des Territoires 2018/2020 approuvé et signé, l'opération de création d'une cuisine et espace rangement au multi-accueil d'Uzerche a été retenue pour un montant estimatif de 200 000 € avec une aide financière départementale de 30 000 €.

En janvier 2019, le CIAS a informé le Département de son souhait de voir englober dans le projet retenu des travaux relatifs aux inforts thermiques, défauts de ventilation et d'étanchéité du clos et couvert et autres...

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

C'est pourquoi, Madame la Présidente propose de demander le versement de la subvention départementale suivant le plan de financement prévisionnel suivant :

Aide Départementale : 21 %	10 297,00 €
Aide CAF : 59 %	28 298,76 €
Autofinancement : 20 %	36 958,41 €
Montant de l'opération HT	48 245,01 €

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **PREND ACTE** de cette demande d'aide départementale
- **VALIDE** le plan de financement correspondant pour les travaux au Multi Accueil d'Uzerche.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

CONTRACTUALISATION AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE – PERIODE 2021-2023

Madame la Présidente présente au Conseil d'administration les principes de la nouvelle politique départementale d'aides aux collectivités pour 2021-2023.

Collectivité de proximité, le Département est le garant de l'aménagement et du développement équilibré des territoires. Pour assurer cette cohésion territoriale, il développe des programmes pour le réseau routier, l'attractivité, le tourisme, l'habitat, les services au public, l'emploi, le bien vivre ensemble des Corrèziens et le numérique avec le programme "Corrèze 100% fibre 2021" donnant accès au très haut débit pour tous et partout en Corrèze.

Dans un contexte territorial renouvelé, et devant l'incertitude sur l'évolution des financements de l'État, le Département a décidé d'apporter aux collectivités une visibilité claire afin de planifier leurs projets et leurs financements sur les 3 ans à venir.

Après une large concertation, le Département a souhaité renforcer son partenariat pour accompagner les projets prioritaires de chaque collectivité. Sur la période 2021-2023, il mobilise une enveloppe de 42 millions d'euros pour les aides aux communes et intercommunalités.

Ces aides font l'objet d'une contractualisation entre le Département et chaque collectivité.

Madame la Présidente présente au conseil d'administration le Contrat de Cohésion des Territoires 2021-2023 exposant les opérations qui pourraient être retenues et le détail des financements départementaux.

Au vu de ces éléments, le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

- **VALIDE** les opérations du Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche et les financements départementaux correspondants dans le tableau ci-dessous,

Maître d'ouvrage	Intitulé projet	Montant estimatif HT (investissement)	Année d'engagement du projet
CIAS (centre intercommunal d'action sociale) du Pays d'Uzerche	Création d'une micro-crèche avec amélioration de la performance énergétique - 1ère tranche sur un budget de 400 000 €	200 000.00 €	2021/22/23
	Audit énergétique de la Maison de l'Enfance	6 000.00 €	2021
	Travaux de rénovation énergétique de la Maison de l'enfance	100 000.00 €	2022/2023
	Travaux d'amélioration des sols extérieurs (aires de jeux), sécurisation du site (clôture + visiophone), Création d'un local poussette ... multiaccueil petite enfance	158 180.00 €	2021-2023

- **APPROUVE** le Contrat de Cohésion des Territoires 2021-2023 avec le Département,
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer le Contrat de Cohésion des Territoires à intervenir en ce sens entre le Conseil départemental et le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche.
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération

TARIFS DU SERVICE PRESTATAIRE – aide à domicile

Madame la Présidente rappelle à l'assemblée que la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche exerce la compétence maintien à domicile et gère notamment un service prestataire d'aide à domicile. Ce service est donc géré par le CIAS du Pays d'Uzerche depuis 2017.

Il est précisé que le Conseil d'administration fixe les tarifs dudit service.

Le conseil d'administration, par délibération 2019.12.06 du 09 décembre 2019 avait décidé à l'unanimité de fixer le taux horaire d'intervention du lundi au samedi conformément au taux fixé annuellement par la CNAV. Il avait été précisé que ce tarif serait donc revu **annuellement automatiquement et de plein droit, conformément à la délibération prise par la CARSAT**, sauf délibération contraire du CIAS.

Madame la Présidente informe donc que la délibération prise par la CARSAT indique un taux horaire de 21.10 € à compter du 1^{er} janvier 2021.

COMPTE RENDU
Séance du conseil d'administration CIAS
07 décembre 2020 - Uzerche

- Le conseil d'administration, à l'unanimité :
- **PREND ACTE** du tarif applicable pour le taux horaire d'intervention du lundi au samedi conformément au taux fixé annuellement par la CNAV à compter du 1^{er} janvier 2021, à savoir 21.10 €.
 - **PRECISE** que les autres dispositions tarifaires restent inchangées, conformément à la délibération 2019.12.06 du 09 décembre 2019

Le secrétaire,

Marie FOURNY

La Présidente,

Catherine CHAMBRAS